

Diriger notre prospérité et s'occuper des ilots de pauvreté qui malheureusement existent encore présentent un problème très difficile. Ni le Canada ni aucun autre pays ne s'est jamais encore trouvé dans une situation pareille. Nous nous avançons en territoire inexploré. Lors de mon voyage à Rio, j'ai discuté de ces problèmes avec les ministres des Finances d'autres pays prospères, et ils partageaient mon opinion.

Contrairement aux dernières années, notre récolte de céréales cette année n'a pas été exceptionnelle, mais elle suffira à nos engagements dans le domaine de l'exportation et aux demandes prévues. La production industrielle a accusé une hausse modérée. Les dépenses en placements commerciaux ont baissé légèrement dans le deuxième trimestre de l'année, comme on s'y attendait, en ce qui concerne et la construction et l'équipement. Les mises en chantier d'habitations dans les régions urbaines ont été nombreuses en mai et juin mais, on le sait, elles ont diminué en juillet et août. Les dépenses des consommateurs pour les biens durables ont augmenté sensiblement au cours du deuxième trimestre de l'année. Notre balance des paiements et notre position quant au change sont demeurées assez favorables, grâce à l'Expo et à nos célébrations du centenaire, qui ont favorisé le tourisme au Canada. Le total de toutes les demandes faites sur l'économie, y compris celles des gouvernements, a continué à augmenter à peu près comme prévu.

Le chiffre total de la main-d'œuvre a légèrement augmenté au cours de l'été et le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières après avoir atteint 4.4 p. 100 en juin est redescendu à 4.1 p. 100 en août. J'ai laissé entendre dans le discours du budget—je dis les choses franchement—que nous pouvions nous attendre à un accroissement temporaire du chômage cette année, vu l'augmentation rapide de notre population active et le taux de croissance de la production en retard cette année sur cette augmentation. Mes prédictions ont été assez exactes, si ce n'est que je craignais même que le chômage ne sévisse encore plus durement.

L'augmentation regrettable des prix et des coûts dont je parlais le 1<sup>er</sup> juin se poursuit. Il est plus que jamais nécessaire de la freiner. J'y reviendrai dans quelques instants.

Dans l'ensemble, je continue à m'attendre que le produit national brut augmente cette année de 7 p. 100 ou même d'un peu plus et atteigne presque le niveau le plus élevé que j'ai mentionné en juin. Je disais alors que si le taux dépassait 6 $\frac{3}{4}$  p. 100, une nouvelle hausse des prix était à craindre et c'est bien ce qui est arrivé.

[L'hon. M. Sharp.]

• (3.40 p.m.)

L'évolution la plus remarquable, ces derniers mois, a probablement été celle du marché des capitaux. Malgré un accroissement continu de la masse monétaire, les taux d'intérêt ont encore augmenté au Canada et aux États-Unis. Il s'agit, en fait, d'un phénomène mondial. Je répète ce que j'ai dit lundi soir à la Chambre: j'ai constaté à Rio de Janeiro, la semaine dernière, que ces taux d'intérêt élevés étaient l'une des préoccupations majeures de la plupart des nombreux ministres des finances présents à la conférence annuelle du Fonds monétaire international. Nous avons tous convenu que, pour la première fois, nous étions aux prises avec, en même temps, des politiques d'argent à bon marché et des taux d'intérêt toujours plus élevés. Autrefois, les taux d'intérêt élevés étaient associés à l'argent serré. Maintenant, pour la première fois, nous avons des taux d'intérêt élevés et croissants associés à l'argent abondant.

Dans notre cas, monsieur l'Orateur, ces taux élevés reflètent, d'une part, l'attitude des investisseurs, et d'autre part, l'importance de la demande canadienne en matière d'épargne pour financer l'habitation, les entreprises commerciales ou gouvernementales. Ils reflètent aussi, nécessairement, le niveau élevé des taux d'intérêt aux États-Unis où règnent des conditions semblables, et auxquels nous devons emprunter des capitaux se chiffrant à des centaines de millions de dollars. Le rapport entre nos taux d'intérêt et ceux des États-Unis doit être de nature à attirer dans notre pays des capitaux suffisants pour combler le déficit de nos épargnes.

La situation extraordinaire du marché des capitaux est influencée, je crois, par trois facteurs importants. D'abord, il existe, hélas, à l'heure actuelle une opinion assez répandue selon laquelle les prix vont probablement continuer à augmenter pendant une longue période. Les portefeuellistes se préoccupent donc de la véritable valeur des obligations à long terme et sont portés à exiger des rendements plus élevés en compensation. Pour dissiper cette inquiétude, il faudra prendre des mesures qui éloigneront la crainte d'inflation qui plane sur le marché. Deuxièmement, les portefeuellistes manifestent un désir anormal pour les liquidités; ils préfèrent détenir un avoir très rapidement réalisable ou des valeurs à court terme. Un bon nombre d'hommes d'affaires veulent posséder des biens liquides pour être moins à la merci d'emprunts, à l'avenir. Troisièmement, il semble que l'on s'attende d'une façon générale à ce que le rythme de l'expansion économique s'accélére à nouveau avant longtemps et cela se traduit par une demande continue et considérable de capitaux.